



Monsieur le Directeur Académique, Monsieur le préfet, Mesdames et messieurs les membres du CDEN.

Nous ne reviendrons pas en cette instance sur la consultation sur le socle commun et les élections de Parents d'élèves. Nous aurons l'occasion de le faire en d'autres lieux.

Cependant, ces tâches ajoutées encore au travail des directeurs sont l'occasion pour nous de redire que la suppression de la moitié de l'aide administrative en Charente est vraiment malvenue à l'heure de la réforme des rythmes et de l'allègement des tâches administratives.

Nous avons engagé de très nombreuses démarches afin que ces missions soient maintenues.

Dans les collèges, la suppression de la quasi-totalité des CUI affectés à l'encadrement de la vie scolaire risque fort d'avoir des conséquences sur le climat de ces établissements.

Dans le même sens, nous tenions à vous alerter sur la situation des assistantes sociales qui se voient contraintes de travailler à distance dans un certains nombres d'établissements de Charente. Le travail social ne peut se faire dans de telles conditions.

Le manque de personnels chargés du suivi médical et social des élèves est avéré.

Monsieur le Recteur a souhaité publier sur le site de l'académie les indicateurs liés à tous les établissements du second degré contre l'avis du SNPDEN, syndicat majoritaire des chefs d'établissement.

Outre le risque de voir s'accroître la concurrence entre établissements, que fait-on pour résoudre les constats pointés par ces études ? La lutte contre le décrochage scolaire est une priorité. Vous n'ignorez pas que le groupe de prévention pour la lutte contre le décrochage scolaire réunit entre autres, l'assistant social, le médecin, le CPE. Dans certains collèges de Charente, cela est quasiment mission impossible.

Nous aurons l'occasion de pointer ces différents aspects lors d'une audience que nous solliciterons.

Alors, Monsieur le Directeur Académique, nous ne doutons pas des 60000 postes promis mais une partie importante de ceux-ci sera allouée à la formation initiale. L'Unsa éducation souhaite qu'un élan supplémentaire en direction du terrain permette de donner un second souffle à la refondation.